

CHAPITRE 2 – Comment crée-t-on des richesses et comment les mesure-t-on ?

Doc 1 p. 36 : Qu'est-ce que la production en économie ?

Produire, c'est [créer] des biens et des services que la nature ne met pas spontanément à notre disposition. La production est d'abord une création de travail humain. [...] Pourtant, il ne suffit pas qu'il y ait du travail pour qu'il y ait activité productive. [...] Les économistes ne considèrent comme productives que les activités ayant nécessité le recours du travail rémunéré : laver les vitres de son appartement n'est pas considéré comme une production. Cela le devient si on le fait moyennant paiement chez quelqu'un d'autre.

Denis Clerc, Déchiffrer l'économie, © Éditions La Découverte, 2014.

Doc 2 p. 39 : La diversité des entreprises françaises

b - Les secteurs d'activité

Une entreprise appartient au secteur primaire si son activité consiste en une exploitation de ressources naturelles (agriculture, pêche, etc.), au secteur secondaire si elle vise à transformer les matières premières (industrie et construction), et au secteur tertiaire si elle produit des services.

D'après l'Insee, « Secteurs d'activité », insee.fr, 2018.

Doc 3 p. 39 : La diversité des administrations publiques

La fonction principale des administrations publiques est de produire des services non marchands. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires : impôts, taxes et cotisations sociales.

Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, qui dépendent de l'État (Éducation nationale, Justice, Police nationale, etc.), les administrations publiques locales (villes, départements ou régions) et les administrations de sécurité sociale (Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse d'allocations familiales, etc.).

D'après Insee, « Administrations publiques / Secteur des administrations publiques », insee.fr, 2016.

Doc 2 p. 40 : L'association Le Secours populaire

Le Secours populaire français organisait mercredi sa traditionnelle Journée des oubliés des vacances. Le 22 août 2018, 5 000 petits Franciliens¹ y ont participé sur la plage de Cabourg, en Normandie, entourés des bénévoles de l'association. En France, un enfant sur trois ne part pas en vacances.

¹. Habitants de l'Île-de-France.

« Journée des oubliés des vacances : 5 000 enfants d'Île-de-France à la plage de Cabourg, avec le Secours populaire », France 3 Paris Île-de-France/ET, août 2018.

Doc 4 p. 41 : La SCOP « Chèque Déjeuner »

Dans l'entreprise « Chèque Déjeuner », les salariés élisent leur patron (selon le principe « un homme, une voix »), touchent quatorze mois de salaire et se partagent 45 % des bénéfices, soit environ 20 000 euros par tête en 2008.

L'entreprise est organisée en société coopérative de production (SCOP). Ce statut fait de tous les salariés, de la secrétaire au PDG, des actionnaires à parts égales.

On parle ici d'un groupe qui emploie 1 700 personnes dans onze pays, solide numéro 3 mondial de l'émission de titres de paiement (chèques restaurant, vacances, cadeaux...). Côté rémunération, l'échelle des salaires est restée fixée sur un rapport de 1 à 6. Une véritable curiosité à l'heure où les grands patrons peuvent gagner plus de 100 fois le salaire d'une personne au SMIC.

D'après « Chèque Déjeuner, la preuve qu'une Scop peut être très rentable », Capital, © Prisma Média, juin 2018

Doc 2 p. 44 : Le travail et le capital

Le travail. Il est constitué par le temps que consacrent à l'entreprise l'ensemble des individus engagés dans l'activité de cette entreprise. [...] Cela inclut non seulement le temps de travail des salariés mais aussi celui des propriétaires [...] quand ces derniers participent effectivement à la gestion de l'entreprise.

Le capital. [...] Il comprend l'ensemble des biens qui sont utilisés durablement en vue de produire d'autres biens. Cela inclut la formation brute de capital fixe (FBCF) [...], constituée par tous les actifs matériels (outils, machines, bâtiments) ou immatériels (brevets, licences, dépenses de recherches, etc.) utilisés dans le processus de production pendant un an ou plus.

Jacques Généreux, Introduction à l'économie, © Éditions du Seuil, 1992,
nouvelle édition, coll. « Points Économie », 2017.

Doc 4 p. 45 : La combinaison productive

Même pour cueillir les mûres ou les champignons, pour collecter les ressources que la nature met à notre disposition, il faut une dépense de travail. Mais reconnaissons que le travail seul est d'une efficacité limitée : abattre un tronc d'arbre armé de ses seules dents, ou labourer la terre avec ses ongles n'est pas la méthode la plus rapide pour parvenir à ses fins. L'homme a besoin d'outils pour accroître l'efficacité de son travail. Pour reprendre la terminologie consacrée il lui faut des moyens de production, ou encore du capital. [...] La machine à écrire, le bulldozer ou l'ordinateur en font partie.

Denis Clerc, Déchiffrer l'économie, © Éditions La Découverte, 2014.

Doc 2 p. 46 : Qu'est-ce que la valeur ajoutée ?

Pour faire du pain, un boulanger a notamment besoin de farine et d'électricité. Ce sont les consommations intermédiaires, utilisées pour la production du pain. La production du boulanger, c'est le pain. Pour déterminer la richesse créée, appelée valeur ajoutée, il faut soustraire du prix du pain le montant des consommations intermédiaires, la farine et l'électricité. La valeur ajoutée se calcule en euros.

Pour une baguette à 1 €, la valeur ajoutée du boulanger est donc égale au prix de production (1 €) moins le prix des consommations intermédiaires (0,30 € de farine et 0,15 €) d'électricité dans notre exemple). Elle est ici de 0,55 €. [...] Pour tout producteur de biens ou de services [...], on calcule la valeur ajoutée de la même façon : valeur ajoutée = production – consommation intermédiaire

« Insee en bref, Pour comprendre la croissance économique », insee.fr,
janvier 2017.

Doc 4 p. 47 : Qu'est-ce que le bénéfice d'une entreprise ?

a - Chiffre d'affaires et bénéfice

Le résultat de l'entreprise s'obtient en retranchant du chiffre d'affaires les charges nécessaires à sa réalisation.

Parmi ces charges, on retrouve le plus couramment l'achat des produits revendus [...], l'achat des matériaux [...], les coûts administratifs (le loyer, l'électricité, etc.), les salaires des salariés [...] et les impôts.

Si ces charges sont inférieures au chiffre d'affaires, le résultat est positif. On parle de bénéfice. Si elles sont supérieures au chiffre d'affaires, le résultat est négatif. On dit qu'il y a une perte.

« Chiffre d'affaires et bénéfice », la financepourtous.com, 2018.

Doc 1 p. 50 : Pourquoi additionner les valeurs ajoutées des entreprises ?

[...] La valeur ajoutée d'un ensemble d'entreprises est [...] égale à la somme des valeurs ajoutées de chaque entreprise.

Considérons une ferme qui produit pour une valeur 100 de lait et qui n'a pas de consommation intermédiaire. Tout le lait de la ferme est vendu à une fromagerie qui le consomme pour produire du fromage ayant une valeur de 300. La valeur ajoutée de la ferme est alors de $100 - 0 = 100$ et celle de la fromagerie de $300 - 100 = 200$. Sur l'ensemble des deux entreprises, la production s'élève à 400 et la valeur ajoutée à 300.

Si la ferme et la fromagerie fusionnent pour ne constituer qu'une seule entreprise, l'activité physique restant rigoureusement la même, seule apparaît la production de fromage dans les comptes de la nouvelle entreprise puisque le lait n'est plus vendu, la consommation intermédiaire disparaît puisque le lait n'est plus acheté. La nouvelle entreprise déclarera donc une production et une valeur ajoutée égales à 300.

Francis Malherbe, « Valeur ajoutée, revenu et épargne », comptanat.fr.

Doc 3 p. 51 : Du PIB à la croissance

La croissance est l'évolution [annuelle ou trimestrielle en pourcentage] du produit intérieur brut (PIB) sans tenir compte de la variation des prix. Si on a produit 100 l'année dernière et 110 cette année, ce peut être parce qu'on a produit 10 % en plus ou parce que les prix ont augmenté de 10 %. En réalité, c'est en général un peu des deux ! Les quantités produites ont augmenté et les prix aussi. La croissance correspond à la seule évolution des quantités produites. Elle est exprimée en pourcentage.

« Insee en bref. Pour comprendre la croissance économique », insee.fr,
janvier 2017.

Doc 1 p. 52 : La croissance mondiale depuis deux millénaires

a - Le processus de croissance

Au cours du [deuxième] millénaire, la population mondiale a été multipliée par 22, le revenu par habitant¹ par 13 et le PIB mondial par près de 300. Cette progression contraste radicalement avec celle enregistrée au cours du [premier] millénaire : la population mondiale n'avait alors augmenté que d'un sixième et le revenu par habitant stagné. De l'an 1000 jusqu'en 1820, la croissance du revenu par habitant a été très lente, la moyenne mondiale progressant d'environ 50 % [et la population a été multipliée par quatre]. Depuis 1820, le développement mondial est bien plus dynamique : le revenu par habitant a augmenté plus de huit fois et la population plus de cinq fois.

Le processus de croissance a été irrégulier [...]. L'augmentation du revenu a été plus rapide en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie et au Japon. En 1820, ce groupe affichait un niveau de revenu deux fois supérieur à celui du reste du monde. En 1998, l'écart était de sept à un. Ces 50 dernières années, les pays émergents d'Asie ont montré qu'un rattrapage était possible [...]. La croissance économique mondiale a toutefois considérablement ralenti depuis 1973.

1. Le revenu par habitant ou revenu national brut (RNB), au niveau mondial, est équivalent au PIB par habitant. On le calcule en divisant le PIB mondial par la population mondiale.

Angus Maddison, L'Économie mondiale. Une perspective millénaire,
OCDE, 2001.

Doc 2 p. 53 : Les révolutions industrielles

Les révolutions industrielles désignent de grands cycles d'innovation qui ont profondément transformé non seulement la production industrielle et son organisation, mais aussi la dynamique économique dans son ensemble. On en recense en général trois : la première débute dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la deuxième apparaît à la fin du XIX^e et la troisième commence dans les années 1970.

Ces phénomènes trouvent leur origine dans des progrès technologiques majeurs qui essaiment dans de très nombreux secteurs, comme la machine à vapeur pour la première, l'électricité pour la deuxième, et les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la troisième.

« Qu'est-ce qu'une révolution industrielle ? »,

Alternatives Économiques, Hors-série n° 93, mai 2012.

Doc 2 p. 55 : Le PIB mesure-t-il parfaitement la richesse créée ?

D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, que ce soit ou non bénéfique au bien-être individuel et collectif. Ainsi, la destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agro-carburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial. Le PIB est donc indifférent à la nature de l'activité génératrice de revenus.

Inversement, de nombreuses activités qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées dans le PIB, comme le bénévolat ou le travail domestique¹. Pourtant, ces activités sont extrêmement importantes pour le développement et la pérennité de notre société, mais également pour notre épanouissement personnel. Le PIB ignore également le fait que les citoyens ont une espérance de vie plus longue, un niveau d'instruction plus élevé, etc. Enfin, il est indifférent aux inégalités ou à la pauvreté qui sont pourtant des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société.

1. Activité de production non rémunérée effectuée à domicile, souvent dans un cadre familial (s'occuper d'un de ses proches, par exemple).

Dominique Méda et Jean Gadrey, « Les Limites du PIB », Alternatives économiques, n° 300, 1er mars 2011.

Doc 2 p. 56 : L'effet de la redistribution

Sans redistribution, plus d'un Français sur cinq vivrait sous le seuil de pauvreté. 14 % des Français vivent sous le seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu médian en 2014, égal à 1 691 euros (revenu qui partage en deux parties égales la population). Ils seraient 22 % si les transferts sociaux et fiscaux n'existaient pas. Le système redistributif permet de réduire de près de huit points [de pourcentage] le taux de pauvreté en France.

Anne Brunner, Louis Maurin, « Impôts et prestations sociales réduisent les inégalités de revenus de moitié », Observatoire des inégalités, 16 janvier 2018.

Doc 3 p. 56 : Les inégalités de revenus

En 2017, 10 % des Français les plus riches détenaient plus de la moitié des richesses de l'hexagone. Dans notre pays aussi, les richesses créées bénéficient avant tout aux plus riches. Un constat que la dernière réforme fiscale du gouvernement devrait accentuer selon l'OFC^{E1}, qui estime que 1 % des plus riches bénéficieront d'une hausse de revenus de 9 600 € en 2018, contre une baisse moyenne de 60 € pour les 5 % les plus pauvres. Un dernier chiffre, symbolique de cette dérive des inégalités : le PDG de Sanofi gagne en moins d'une journée le revenu annuel moyen d'un Français.

« Des milliards de dollars, mais toujours la pauvreté », ladepeche.fr,
janvier 2018.

1. Observatoire français de la conjoncture économique.

Doc 4 p. 56 : Le taux de redistribution des revenus

La France est à un niveau record en matière de redistribution. [...] Ses dépenses sociales représentaient 32 % du PIB en 2014, plus qu'aucun autre pays de l'OCDE¹, dont le niveau moyen des dépenses sociales était la même année de 21,6 %. [...] Trop d'aides sociales, c'est à la fois le risque de déresponsabiliser une partie de la population assistée à l'excès et celui de démotiver des actifs, asphyxiés par les impôts et taxes nécessairement levés pour financer cette politique redistributrice. [...] Pour retrouver la croissance, il faut libérer l'économie.

Jean-Philippe Delsol, avocat fiscaliste, président de l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales), « La croissance malade de la redistribution », Les Échos, 28 août 2018.

1. Forum de discussion regroupant trente pays qui représentent à eux seuls 75 % du commerce mondial.

Cours : Les types de richesses (p.58-59)

Un pays produit une grande diversité de richesses dans le but de satisfaire les besoins de sa population. Cette production de richesses prend différentes formes. Elle est organisée par de nombreux acteurs.

Distinguer les types de productions

La production peut prendre la forme de biens comme, par exemple, des denrées alimentaires. Un bien est une richesse matérielle qui peut être stockée par celui qui souhaite le consommer.

Mais la production peut aussi prendre la forme d'une richesse immatérielle que l'on appelle service : une séance de cinéma, une consultation médicale, un voyage... Les services produits sont de deux natures. S'ils sont vendus dans l'objectif de réaliser un bénéfice, on parlera de services marchands : coupe de cheveux dans un salon de coiffure, abonnement Internet... S'ils sont fournis gratuitement ou presque, on parlera de services non marchands : cours dans un lycée public, soins prodigués dans les hôpitaux...

La production totale regroupe donc la production marchande de biens et de services marchands vendus dans le but de réaliser des profits, et la production non marchande de services proposés à titre gratuit, ou à un prix inférieur à la moitié de leur coût de production.

Identifier les différents producteurs

Cette production est réalisée par une multitude d'acteurs que l'on peut regrouper en trois catégories : les entreprises, les administrations publiques et les associations.

Les entreprises réalisent la production marchande et peuvent être classées selon leur taille (nombre de salariés) ou leur secteur d'activité. Une entreprise qui exploite des ressources naturelles (agriculture, pêche, etc.) appartient au secteur primaire. Si son activité consiste à transformer les matières premières (industrie et construction), elle appartient au secteur secondaire. Enfin, elle appartient au secteur tertiaire si elle produit des services.

Les administrations publiques produisent une grande partie de la production non marchande d'un pays. Il existe trois types d'administrations publiques : les administrations publiques centrales ou d'État (Éducation nationale, Justice...), les administrations publiques locales (mairies, départements et régions), et les administrations de Sécurité sociale (Caisse d'allocations familiales, Caisse d'assurance maladie ou vieillesse...).

Les associations créent elles aussi des services non marchands : on parle d'ailleurs d'associations à but non lucratif.

L'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe, en plus des associations, les mutuelles, les coopératives, les fondations et les entreprises solidaires d'utilité sociale. Elle produit principalement des services à forte utilité sociale en cherchant à promouvoir la solidarité et la participation démocratique des citoyens, ainsi qu'un partage équitable des richesses économiques.

Cours : La production de richesses (p. 60-61)

L'activité de production nécessite de rassembler plusieurs catégories d'éléments qu'il faut ensuite faire interagir pour aboutir à un produit fini. Pour mesurer les résultats financiers des producteurs, on utilise différents indicateurs de création de richesses.

Comment produire ?

À l'origine de la production de nombreux biens ou de services, on retrouve les ressources naturelles, exploitées pour elles-mêmes (le lait pour produire du fromage, par exemple), ou plus indirectement (comme le charbon ou l'uranium qui servent à produire l'électricité pour faire fonctionner une machine).

Pour produire, il faut mettre en œuvre des ressources humaines (travail) et matérielles (capital). Le facteur travail correspond au travail réalisé par l'ensemble des personnes qui interviennent, directement ou indirectement, sur un produit (ouvriers, secrétaires, managers...). Le facteur capital, quant à lui, englobe tous les outils et autres moyens matériels durablement utilisables dans le processus de production (outils, machines, bâtiments...). C'est la technologie qui permet de rendre cette combinaison efficace.

Produire consiste à combiner le facteur travail et le facteur capital. Cette combinaison productive permet de transformer une ressource brute en un produit plus élaboré : après cuisson dans un four, la farine, l'eau et le sel mélangés dans le pétrin du boulanger deviendront du pain, par exemple. Les producteurs associent ainsi du travail à du capital et mettent en œuvre des techniques et des connaissances particulières – une technologie – pour agir sur des biens et services de consommations intermédiaires et les transformer en un produit plus élaboré.

Quels sont les indicateurs de création de richesses de l'entreprise ?

Les entreprises, qui réalisent une part importante de la production d'un pays, le font pour en dégager un bénéfice et ainsi s'enrichir grâce à la vente de leur production. Cependant, toutes n'y parviennent pas. En effet, pour produire un bien ou un service, une entreprise doit financer de nombreuses dépenses : les charges.

Pour qu'une entreprise s'enrichisse, il faut que son chiffre d'affaires, qui correspond au total de l'argent encaissé grâce aux ventes réalisées soit supérieur aux charges.

La valeur ajoutée est un autre indicateur important, puisqu'il mesure la valeur que l'entreprise ajoute par son activité à la valeur de ses consommations intermédiaires. C'est donc la valeur que l'entreprise a effectivement créée.

Cours : La mesure du PIB et les limites de la croissance (p. 62-63)

Le produit intérieur brut (PIB) est sans doute l'indicateur le plus étudié par les économistes, car son évolution permet de mesurer la croissance économique.

Néanmoins, la croissance et le PIB ont des limites.

De la valeur ajoutée au PIB

La valeur ajoutée permet de mesurer la richesse créée. La valeur ajoutée totale sur un territoire correspond à la somme de la valeur ajoutée des productions marchande et non marchande. Le Produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse créée. Il peut être calculé simplement en faisant la somme des valeurs ajoutées réalisées sur le territoire national en une année.

Les évolutions historiques de la croissance

Pour calculer la croissance économique, il faut d'abord calculer l'évolution en pourcentage du PIB entre deux années ou entre deux trimestres. L'augmentation de la valeur du PIB peut être due à une augmentation du volume des richesses produites, mais aussi à une augmentation de leurs prix FICHE MÉTHODE 10 P. 171. Afin de s'assurer que la croissance est bien le reflet d'une augmentation de la quantité des richesses créées, celle-ci correspond donc au taux de variation du PIB duquel on déduit la variation des prix. On parle alors de taux de variation à prix constants. La croissance économique mondiale est très faible lors du premier millénaire et il faut attendre la deuxième moitié du XVIII^e siècle pour que celle-ci commence à s'accélérer sous l'effet de la Révolution industrielle. De 1800 à 1900, le PIB est multiplié par 3, puis par presque 20 de 1900 à 2000, et il double quasiment entre 2000 et 2016.

Les limites de la croissance et du PIB

La croissance économique a des limites, notamment écologiques, car elle entraîne un épuisement des ressources naturelles et contribue au changement climatique.

La croissance est mesurée par la variation du PIB. Or, cet indicateur comptabilise positivement des productions qui ont un impact négatif sur l'environnement et le bien-être. Par ailleurs, le PIB est un indicateur global qui ne rend pas compte des inégalités de revenus : la richesse créée au niveau mondial est très inégalement répartie en fonction des continents, mais aussi au sein d'un même pays.

Les limites de la croissance obligent à repenser l'approche purement comptable du PIB : la création de richesses doit aussi prendre en compte les émissions de CO2 ou les inégalités de revenus. De ces limites découle la réflexion actuelle sur de nouveaux indicateurs prenant en compte davantage d'éléments.